



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le secteur agro-alimentaire en Russie à la veille de la réforme agraire : les kolkhozes peuvent-ils survivre ?

Vladimir Kovalenko

Abstract

Russian agro food industry on the eve of agrarian reforms : can kolkhozes survive ?

An agrarian reform has been launched by the Russian government. The main purpose is the removing of large sized collective farms. Kolkhozes and sovkhozes are considered as inefficient structures, necessitating permanent government support. This inefficiency, however, is a consequence of a general feature of administered soviet economies. On the other hand, the old system provided highly appreciated safety and assistance to peasants. Thus, agrarian reform success will depend upon both a general restructuration of the food system, and the possibility of achieving their choices given to those wishing to leave the collective system.

Résumé

En 1992, le gouvernement russe a commencé une réforme agraire, dont l'objectif est de liquider les exploitations agricoles collectivisées de grande taille. Les kolkhozes et les sovkhozes sont considérés comme des structures inefficaces nécessitant un soutien financier permanent de l'État. Cependant leur inefficacité économique est la conséquence du caractère administré de l'économie soviétique en général. D'autre part les paysans eux-mêmes tiennent à la sécurité et à l'assistance que procure l'ancien système. Ainsi le succès de la réforme agraire dépendra à la fois de la restructuration de l'ensemble du secteur agro-alimentaire et des possibilités pour ceux qui veulent quitter le système collectiviste de réaliser leur choix.

Citer ce document / Cite this document :

Kovalenko Vladimir. Le secteur agro-alimentaire en Russie à la veille de la réforme agraire : les kolkhozes peuvent-ils survivre ? In: Économie rurale. N°214-215, 1993. La fin du collectivisme agricole à l'Est : une nouvelle donne pour l'Europe ? Session de printemps 1992 organisée par Mme Simone Nidenberg et M. Alain Pouliquen. pp. 76-81;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1993.4539>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1993_num_214_1_4539

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE EN RUSSIE A LA VEILLE DE LA RÉFORME AGRAIRE : LES KOLKHOZES PEUVENT-ILS SURVIVRE ?

Vladimir KOVALENKO*

Résumé :

En 1992, le gouvernement russe a commencé une réforme agraire, dont l'objectif est de liquider les exploitations agricoles collectivisées de grande taille. Les kolkhozes et les sovkhoses sont considérés comme des structures inefficaces nécessitant un soutien financier permanent de l'État. Cependant leur inefficacité économique est la conséquence du caractère administré de l'économie soviétique en général. D'autre part les paysans eux-mêmes tiennent à la sécurité et à l'assistance que procure l'ancien système. Ainsi le succès de la réforme agraire dépendra à la fois de la restructuration de l'ensemble du secteur agro-alimentaire et des possibilités pour ceux qui veulent quitter le système collectiviste de réaliser leur choix.

RUSSIAN AGRO FOOD INDUSTRY ON THE EVE OF AGRARIAN REFORMS : CAN KOLKHOZES SURVIVE ?

Summary :

An agrarian reform has been launched by the Russian government. The main purpose is the removing of large sized collective farms. Kolkhozes and sovkhoses are considered as inefficient structures, necessitating permanent government support. This inefficiency, however, is a consequence of a general feature of administered soviet economies. On the other hand, the old system provided highly appreciated safety and assistance to peasants. Thus, agrarian reform success will depend upon both a general restructuration of the food system, and the possibility of achieving their choices given to those wishing to leave the collective system.

POURQUOI LA RÉFORME EST INÉVITABLE

Les pénuries alimentaires étaient, de tous les défauts du système soviétique, le seul dont même l'ancien pouvoir était obligé de reconnaître la gravité. Mais il n'a pas pu (ni voulu) renoncer au dogme des prix de détail fixes et abandonner la politique de l'"argent facile" (subventions, annulation périodique de dettes accumulées par les kolkhozes et les sovkhoses). L'agriculture collectivisée se révéla être pour l'Etat un gouffre ayant englouti pendant la décennie 1980 plus de 270 milliards de roubles d'investissements (329,2 milliards pour l'ensemble du complexe agro-industriel, soit 27 % des investissements totaux dans l'économie russe) sans assurer l'autosuffisance alimentaire du pays.

En 1991, M. Gorbatchev, chargé des questions agricoles au C.C. de P.C.U.S depuis 1978, laissa à ses successeurs une situation encore plus dégradée : subventions au secteur agro-alimentaire allant jusqu'à 10 % du PNB, pénuries et rationnements alimentaires dignes des temps de guerre.

Le nouveau pouvoir russe est confronté à la nécessité de résoudre les problèmes de la faible productivité et des coûts excessifs de production en dehors de toute considération idéologique. Cependant, le "choix libéral" (avec l'accent sur les équilibres macro-économiques) le conduit à fixer dès 1992 deux objectifs stratégiques dans le secteur agro-alimentaire :

- restructurer l'agriculture sur la base d'une privatisation des facteurs de production ;
- réduire les subventions dans le secteur agro-alimentaire.

Pour atteindre ces objectifs sans compromettre l'approvisionnement de la population (les craintes d'une famine à la suite d'un effondrement de la production hantent les esprits des citoyens), il serait nécessaire de surmonter les "goulots d'étranglement" de l'ancien système de production et d'approvisionnement alimentaires (partie I) et les résistances aux réformes des structures de base de l'ancien pouvoir agraire - les kolkhozes et les sovkhoses (partie II).

* Chargé de cours à l'Université du Havre

I. LA CRISE AGRAIRE VUE PAR LE POUVOIR EN FINIR AVEC L'ASSISTANCE

Le complexe agro-alimentaire soviétique formait un tout dont la finalité était la concentration maximale des ressources alimentaires réparties entre *un fonds fédéral centralisé et des fonds régionaux d'État*, basée sur l'intervention administrative directe dans la production, les collectes et la distribution. Ce mode de gestion engendra un certain nombre de déséquilibres et de structures organisationnelles qui, finalement, pèsent plus lourd dans la nécessité du soutien de ce secteur par l'État que l'inefficacité liée à forme collectiviste de production.

a) Les déséquilibres de la production

Tout d'abord, *la structure de la production céréalière et fourragère* en Russie n'assure ni les besoins de l'élevage, ni même, malgré des volumes de production importants, les besoins en pain et produits panifiés qui pourraient maintenir le niveau de consommation acquis.

Les déséquilibres de la structure de production s'expliquent non pas tant par les conditions climatiques, par exemple, que par le caractère "facile" ou "difficile" de telle ou telle culture pour un kolkhoze du point de vue de l'exécution du plan de production. La production des machines et des équipements ainsi que l'infrastructure de services se sont adaptées à cette production de grande taille des cultures "faciles". En revanche, le secteur privé se charge pratiquement sans aucune mécanisation de produits "difficiles" comme les pommes de terre, les légumes ou l'élevage (1).

Par ailleurs, *la course à la production en volume* (le fameux "val") a mis l'accent à partir des années 1970 sur la production du blé au détriment d'autres cultures céréalières. Cependant, la progression en quantité qu'assura la culture du blé masquait le fait que la qualité du blé récolté ne permettait pas de fabriquer le pain et les produits panifiés en quantité suffisante et, d'autre part, que l'utilisation du blé pour l'élevage était inefficace et peu rentable.

De plus, à partir des années 1970, le pouvoir soviétique a relancé des *objectifs très ambitieux* (et démagogiques) *dans le domaine de la consommation de la viande* (72 kilos annuels par tête en 1990 selon le Programme alimentaire de 1982). Ceci l'a contraint à des importations massives de céréales qui "évacuaient" le problème des insuffisances internes (structures de production, qualité des produits) et grèvaient de plus en plus le budget de l'État.

Une économie de marché exige l'introduction dans l'agriculture d'une vraie production d'échelle à technolo-

gie coûteuse en capitaux et exigeante en savoir-faire. La décollectivisation - changement des formes de propriété - ne résoudra pas, en soi, ce problème.

b) Les collectes : l'État reste le partenaire principal des producteurs

L'introduction, à l'époque de la perestroïka, du système des *commandes d'État* (*goszakaz*) en lieu et place des plans d'achat a démontré, à sa façon, les limites des stimulants économiques que l'État peut offrir en tant que partenaire traditionnel des kolkhozes-sovkhozes.

Les organes chargés des collectes n'ont pu conclure pour l'année 1991 de contrats de commande satisfaisant pleinement les besoins de constitution d'un fonds alimentaire centralisé pour aucun produit agricole. C'est pourquoi, le gouvernement russe a instauré un système hybride formé de deux canaux : les commandes d'État ("*goszakaz*") et l'impôt alimentaire ("*prodnalog*") (2).

En outre, pour stimuler les livraisons de céréales à l'État, le gouvernement a introduit depuis 1990 une nouveauté : *les achats en devises* (3). Ainsi, les kolkhozes et les sovkhozes (essentiellement du Caucase du Nord) ont vendu 1 040 000 tonnes en 1990 et 1 115 000 en 1991. Cependant, ils avaient énormément de difficultés pour recevoir effectivement cet argent et obtenir la couverture commerciale des bons d'achat prioritaire "Récolte" reçus des organes de collectes en échange de livraisons supplémentaires. Dès la campagne de 1991, la confiance des producteurs à l'égard du nouveau régime était ainsi détruite.

Pour l'année 1992, le gouvernement russe a abandonné le système du "*prodnalog*" - "*goszakaz*" en s'octroyant le droit de prélever 25 % de la production céréalière en tant que "*livraisons obligatoires*" (un terme-revenant, disparu depuis 1958), mais payé au "prix libre du marché" et sur la base des "contrats" (4). Malgré une récolte de loin supérieure (105 millions de tonnes contre 89 millions en 1991), le caractère obligatoire des ventes à l'État et l'augmentation des "prix libres" sous la pression des producteurs, la campagne de collectes de 1992 fut aussi difficile que la précédente. En tout cas, les kolkhozes et les sovkhozes ont eu une preuve que les structures traditionnelles pouvaient, dorénavant, résister à l'État.

c) Les entreprises alimentaires et l'approvisionnement

Même quand un kolkhoze décide de livrer sa production à l'État, il se retrouve face au *monopole des indus-*

1. En 1992, les surfaces ensemencées en céréales n'ont pratiquement pas changé en Russie par rapport à 1913 : 62,4 millions d'hectares aujourd'hui contre 62,9 millions avant la première guerre mondiale et la productivité d'un hectare a à peine doublé : près de 8 quintaux par hectare en 1913 et 15,9 dans les années 1986-1990. Mais, en 1991, les céréales ne représentent que 53 % des surfaces ensemencées (contre 90 % en 1913) tandis que près d'un tiers des 47 % qui restent est occupé par les herbes fourragères. Même l'exceptionnelle volonté politique de N. Khrouchtchev pour introduire le maïs en URSS n'a pas pu vraiment changer les structures d'une agriculture planifiée.

2. En 1991, le "*prodnalog*", la partie en principe la plus impérative des livraisons, a permis de collecter 15 millions de tonnes (18 % de ce qui était prévu)

et le "*goszakaz*", stimulé par des prix plus avantageux, 7 millions (71 % du plan).

3. Le pris d'une tonne était en moyenne de 60 dollars en 1990.

4. Aux terres de l'Ukaz du Président de la Fédération Russe "De la formation des fonds alimentaires étatiques pour l'année 1992" du 4 janvier 1992, les kolkhozes et les sovkhozes doivent livrer sur la base des niveaux annuels moyens atteints entre 1986-1990, au minimum 35 % de céréales et 45 % de produits d'élevage. Les fermiers livrent au maximum 25 % de leur production de 1992.

tries de transformation et de stockage. Le statut de "comptable" des livraisons à l'État (ainsi que la situation de monopole) donne aux entreprises de transformation la possibilité de dicter leurs conditions aux producteurs et aux consommateurs et ouvre la voie à toutes sortes d'abus. La rentabilité de ce secteur était basée sur les subventions aux prix d'achat des matières premières (55 milliards en 1991). Après la libéralisation des prix, c'est l'effet monopole qui règle les prix au détriment non seulement des producteurs agricoles mais aussi des consommateurs.

Ainsi le fonctionnement de ce secteur est marqué par l'arbitraire, l'inefficacité, les gaspillages et les vols. D'après les statistiques du ministère des Affaires intérieures, les industries alimentaires et le commerce ont été et restent le secteur le plus criminel de l'économie.

De plus, les entreprises agro-alimentaires sont dans un état technique piteux. La reconversion du complexe militaro-industriel dans lequel étaient intégrées depuis 1988 toutes les branches de la construction mécanique pour l'industrie alimentaire était censée résoudre ce problème. La réalité montra très vite que les citernes pour le lait, fabriquées à partir de fusées, sont trop coûteuses pour l'industrie alimentaire. Bref, en 1991, le potentiel de production industrielle de viande et de beurre, par exemple, était utilisé à moins de 80 % à cause de la mauvaise gestion et des problèmes techniques.

Avec un tel système de gestion du secteur agro-alimentaire, plus on est éloigné de la production ou des circuits de distribution (et de la possibilité d'y puiser au noir...), plus on dépend de l'approvisionnement assuré et soutenu financièrement par l'État. C'est le cas des régions septentrionales et des grands centres industriels.

Les difficultés rencontrées par l'État pour assurer l'approvisionnement des villes dans un contexte social explosif sont aggravées par l'éclatement de l'URSS. Pendant les onze premiers mois de 1991, l'Ukraine a omis de fournir à la Russie 1,3 million de tonnes de sucre (50 % du total prévu). Les grandes villes se sont trouvées coupées de leurs fournisseurs traditionnels (surtout en viande) : Saint-Petersbourg des Républiques baltes et de la Biélorussie, Moscou de l'Ukraine et du Kazakhstan, etc.(5)

Tels sont, dans leurs grandes lignes, les traits de la crise agro-alimentaire vue par le nouvel État russe qui est venu remplacer l'ancien "État-parti" soviétique. Ainsi, une "thérapie de choc" suivie d'une politique de

privatisation sont insuffisantes pour faire émerger rapidement un secteur agro-alimentaire générateur d'un marché (6).

Il est indéniable que la population rurale ne perçoit pas de la même manière la crise agricole que le pouvoir politique central ou les citadins. Elle a même l'impression que ses véritables problèmes sont volontairement ignorés par ceux "qui vivent sur l'asphalte". Le discours libéral (privatisation) et productiviste (efficacité) des promoteurs de la réforme agricole lui semble ne servir que les intérêts du pouvoir, des "natchal'niki" (chefs), qu'ils soient à Moscou ou dans leurs propres kolkhozes, ainsi que celui des trafiquants et des nouveaux riches.

II. LA CRISE AGRAIRE VÉCUE PAR LA CAMPAGNE

En 1991, l'agriculture russe employait 9 459 000 personnes (10 459 000 avec ceux des lopins). 1 298 000 "spécialistes" (des cadres ayant un diplôme d'études supérieures ou un BTS), parmi lesquels on comptait 934 000 spécialistes agricoles, encadraient la main-d'œuvre agricole (7).

a) Les exploitations agricoles à la veille de la réforme agricole

Depuis la perestroïka, l'agriculture offrait aux exploitants deux types d'emploi : dans les entreprises collectives ou dans les exploitations privées.

Dans la première catégorie se trouvait, en 1991, près de 13 000 *sovklozes* et 12 000 *kolkhozes*. Les *kolkhozes* avaient le statut juridique d'une coopérative (loi de 1988), les *sovkhozes* étaient des entreprises collectives, mais non étatiques (article 12 de la Constitution de la RSFSR, amendement de 1990).

Depuis les années 1970, ils pouvaient fonder des *co-entreprises* ("mejhozjaïstvennye"). Expression d'un besoin de coopération horizontale, elles étaient créées surtout dans le domaine de la construction et dans celui de l'élevage. En 1991, il en existait 1 500 destinées à la production agricole et 1 300 à caractère non-agricole.

Enfin, dans la même catégorie entraient des entreprises agricoles étatiques assez méconnues (ce sont pourtant les plus anciennes, puisque créées dès 1918) - les *fermes d'entreprise*. Leur nombre a beaucoup varié d'une époque à l'autre : de 6 100 en 1981, elles sont passées à 13 900 en 1990. On les présentait comme les "ateliers agricoles" des entreprises industrielles pour leur auto-approvisionnement alimentaire.

5. On comprend alors pourquoi les partisans les plus chauds de la réforme agricole se recrutent parmi les habitants des grands centres industriels : sur les 1,5 million de signatures réunies à l'automne 1992 par le "Mouvement des réformes démocratiques" pour l'organisation du référendum sur la propriété privée sur la terre, plus de la moitié venaient de Moscou et de Saint-Petersbourg.

6. La difficulté de la tâche est confirmée par un paradoxe : le *kolkhoze*, qui est une invention et, apparemment, une victime du pouvoir communiste, a survécu à son créateur. En revanche, nous avons beaucoup de témoignages sur la décollectivisation spontanée et instantanée en 1941 dans les zones occupées par les Allemands, qui d'ailleurs rétablissaient les *kolkhozes* sous l'appellation de "obchtchina" (communauté rurale).

7. Sur le plan démographique, la population rurale présente des caractéristiques très différentes d'une région à une autre. Notamment, si sa moyenne

d'âge était de 35,8 ans en 1989, elle s'élevait à 42,4 dans la région centrale des terres noires. L'exode rural massif s'est ralenti dans les années 80 : ceux qui souhaitaient s'installer en ville étaient déjà partis. Ainsi, en moyenne chaque année sur un total de 10 000 ruraux, 187 ont quitté la campagne dans les années 1910-1918 contre 98 personnes entre 1919 - 1988 (10 en 1989). En 1985, 20 % des 105 200 diplômés des écoles secondaires rurales ont continué à travailler dans l'agriculture ; en 1989, cette proportion a baissé jusqu'à atteindre 15 % des 82 800 "bacheliers". Il faut aussi remarquer que, par exemple, de 1985 à 1988 les *kolkhozes* et les *sovkhozes* de l'U.R.S.S. employaient 1,4 million de personnes (en U.T.A.) venues de villes. C'est-à-dire qu'au moment des récoltes il y avait presque autant de citadins que de personnel permanent. Depuis 1990, on observe une diminution de cette pratique qu'explique en partie la réduction des surfaces ensemencées en légumes et pommes de terre dans les *kolkhozes* et les *sovkhozes* depuis 1991.

En ce qui concerne les exploitations privées, les *lopins privés* des kolkhoziens et des employés des sovkhoses sont bien connus. En 1991, on en comptait 14 millions à la campagne et 2,2 millions en ville (propriétaires de maisons particulières, surtout dans des petites villes). Plus d'un million de personnes travaillait à plein temps sur les lopins à la campagne.

Une autre forme de production agricole privée, mais qui concernait les citadins, était constituée par les "*gardins*" et les "*potagers collectifs*". Cette forme a connu une forte progression à la fin des années 1980 (8).

Enfin, de nouveaux producteurs privés ont fait leur apparition dès 1990. Il s'agit des fermiers des "*exploitations paysannes*" : de 4 432 en janvier 1991, ils sont passés à 48 975 un an après. Il faut également y ajouter les 5 000 (vraies) coopératives, créées selon la loi de 1988.

b) Le cœur du problème : les kolkhozes comme instrument de prélèvement de la production par l'Etat

A l'époque post-stalinienne, l'Etat, poussé par les problèmes d'inefficacité, a lancé périodiquement des campagnes de transformation des structures agraires. Ces expériences étaient de trois types :

- fusion des kolkhozes pour agrandir les structures de production ;
- transformation des kolkhozes (propriété coopérative) en sovkhoses (propriété d'Etat) ;
- intégration agro-industrielle.

Ces changements semblaient être importants : par exemple, l'apparition à l'intérieur de ces structures collectivisées des "équipes sous contrat" (*beznarjadnye zven'ja*) au début des années 1980 amena certains spécialistes étrangers à se demander si cela ne signifiait pas déjà une décollectivisation déguisée.

Cependant, le cœur du problème de l'efficacité des exploitations collectivistes résidait dans le fait que malgré toutes les modifications de leurs formes juridiques et des structures productives, leurs rapports avec le pouvoir restaient ceux de "*prodrazverstka*", c'est-à-dire du prélèvement administratif sur la base des plans. Il est vrai que pour affaiblir le caractère contraignant des collectes, quelques tentatives de réforme furent également entreprises, dont la première et la plus importante fut celle de 1955. Mais tous les arrêtés gouvernementaux dans ce domaine sont toujours restés lettre morte.

8. En 1985, 4 711 000 familles citadines possédaient leur 0,06 hectare, octroyé par leur entreprise dans un "jardin collectif", et 4 207 000 familles exploitaient 0,03 hectare dans un "potager collectif" ; cinq ans plus tard, 8 534 000 familles cultivaient leur jardin, et 5 086 000 familles s'auto-provisionnaient dans leur potager. L'année 1991 a connu une véritable "ruée" des citadins vers la terre : plus de 3,3 millions de familles sont devenues propriétaires (avec le droit de jouissance) d'un petit jardin et plus de 6,7 millions ont pris un potager.

9. Il est indéniable que, si la ville soviétique devenait souvent un appendice de l'usine, le village l'était toujours et totalement par rapport au kolkhoze étatisé, pour lequel les investissements dans le social n'ont jamais été la préoccupation principale. Comment expliquer en effet que plus de 60 % des vil-

Lorsque l'Etat post-stalinien a commencé à payer les livraisons des kolkhozes, introduisant ainsi une rémunération du travail des kolkhoziens, une véritable rupture avec le système agraire stalinien est intervenue. Mais les nouveaux prix d'achat, augmentés régulièrement par l'Etat, restaient néanmoins des prix se rattachant à un prélèvement et non à un échange libre entre deux agents économiques. Ce droit n'était plus "arraché" aux paysans par la contrainte, mais, en quelque sorte, "acheté" par l'introduction des avantages garantis.

Ainsi, sans apprendre à vendre librement leurs produits, les paysans d'aujourd'hui ont "oublié" ce que signifie gagner son revenu dans un métier à risque. Pour ces travailleurs de l'agriculture socialiste, la réforme menée par le pouvoir actuel est perçue essentiellement comme le retrait par l'Etat de la garantie des revenus et non comme l'acquisition du droit de disposer librement de son produit.

c) Les revendications paysannes : droit à la propriété ou droit à l'assistance ?

Cette perception apparaît à travers les revendications de la campagne qui se présente comme victime d'un pillage économique et social par la ville. D'ailleurs, dès que la "*glasnost*" l'a permis, ses représentants dans les nouveaux Soviets s'étaient mis à réclamer à l'Etat (à "la ville" comme ils disent) de "rembourser à la campagne ses dettes" en évoquant un réel retard socio-économique (9).

Cependant, s'il y a dette à l'égard de la campagne, elle est réclamée par une population qui, pendant les deux dernières décennies, a plutôt profité du régime agraire du "socialisme développé" brejnevien. Car, pour ainsi dire, le kolkhozien a été socialement et économiquement (salaires, retraites, congés payés, liberté de déplacement) intégré dans la société socialiste. Le coût économique de cette intégration était élevé, mais le résultat était là : on a "réussi" à créer une espèce de "société sans classes" (même si sa réalité n'était pas celle imaginée dans les dogmes du programme du Parti). Depuis le début des années 1970, en effet, le paysan tire la plus grande partie de ses revenus garantis du travail collectif. Le lopin a cessé d'être un moyen de survie comme c'était le cas à l'époque de Staline (10).

Sur le plan social, les lopins maintenaient le caractère paysan, bien qu'archaïque, de la vie à la campagne. A l'époque brejnevienne, le paysan s'est définitivement "dépayannisé". Le terme de "*raskrest'janivanie*" (dépayannisation) est apparu en 1988, au moment du lan-

lages en Russie ne soient pas reliés entre eux par des routes à revêtement fermé (sans parler des routes à l'intérieur des kolkhozes...). *Ekonomitcheskaja gazeta*, n° 26, 1992, p. 14

10. On constate effectivement qu'en 1990 plus d'un tiers des propriétaires de lopins n'avaient plus aucune bête chez eux, 59 % n'avaient pas de vache et 72 % n'élevaient pas un seul cochon. D'après les enquêtes, seulement 22 % des familles évoquaient les difficultés fourragères comme raison du refus de s'occuper d'une vache, 17 % dans les kolkhozes et 13 % dans les sovkhoses indiquaient l'absence de personnes pour s'en charger, mais la raison essentielle était - 32 % des kolkhoziens et 34 % des sovkhosiens - le manque "d'envie de s'occuper du bétail", *APK RSFSR*, 1990, pp. 66-76.

cement difficile des baux de location des terres (arenda) dans le cadre des kolkhozes-sovkhozes (11).

Ainsi, les travailleurs des kolkhozes-sovkhozes, face à la réforme agraire, prennent en considération autant le bouleversement de tout leur mode de vie que les changements des structures de production ou des formes juridiques de propriété. Au moment où la population rurale, souvent constituée de 30 à 50 % de personnes ayant atteint l'âge de la retraite, doit choisir son avenir, le facteur humain devient déterminant.

d) Les membres du kolkhoze face à la réforme agraire

“Le collectif” d'un kolkhoze se divise en trois catégories : les cadres, les conducteurs de machines agricoles et autres techniciens, la main-d'œuvre non qualifiée.

Les cadres

Le phénomène le plus frappant de la vie à l'intérieur du kolkhoze, durant ce dernier quart de siècle, est la bureaucratization du kolkhoze. Une sorte de “nomenclatura” intrakolkhozienne s'est développée à l'époque brejnevienne.

A l'heure actuelle, un kolkhoze est dirigé par à peu près 25 cadres dans la production (13-14 en 1964 pour un nombre de kolkhoziens supérieur d'au moins un tiers), plus le personnel administratif (12).

Le “paternalisme” social des entreprises soviétiques a atteint à la campagne des formes extrêmes : un président de kolkhoze était (et reste) “le tsar et Dieu” pour les kolkhoziens. De l'administration du kolkhoze dépend concrètement la rémunération du travail et la prestation de certains services, parfois vitaux (obtention d'une voiture pour emmener un malade en ville, etc.). Ceci donne à cette nomenclature kolkhozienne une très grande maîtrise du “collectif des travailleurs”. Son attitude sera déterminante pour la réalisation de la réforme.

Aujourd'hui, ce groupe se reconnaît dans “l'Union paysanne” défenseur acharné du système kolkhozien, dont le président, V. Starodubtsev, a fait partie de la “junte” du 19 août 1991. Mais il commence à se fissurer, car les cadres ruraux ont un choix réel. Grâce à leur niveau d'instruction et à leur position sociale, la décollectivisation leur offre certaines perspectives. Plus ils prendront conscience que le temps de l'exploitation socialiste est révolu, plus ils pencheront vers une exploitation capitaliste des ressources foncières et matérielles qu'ils peuvent s'approprier au cours de la privatisation.

Les mécaniciens

Un autre groupe important est celui des conducteurs-mécaniciens de tracteurs et d'autres machines agricoles.

Ils s'occupent, en moyenne par kolkhoze, d'un peu plus d'une quarantaine de tracteurs, d'une vingtaine de moissonneuses et d'un nombre similaire de camions. Souvent il y a plus de tracteurs que de conducteurs. Mais, étant donné qu'entre 15 et 20 % des machines ne sont pas en état de marche, il y a plutôt “sous-emploi” de la main-d'œuvre...(13).

La main-d'œuvre non qualifiée

Les deux tiers des kolkhoziens restants constituent la main-d'œuvre non qualifiée utilisée aux travaux manuels qui représentent plus de la moitié des travaux kolkhoziens. C'est la catégorie sociale dont les capacités d'adaptation à une économie d'autonomie et de responsabilité sont les plus faibles et, par conséquent, leur opposition à la décollectivisation est virulente et, souvent, très agressive.

e) Les premiers pas de la réforme agraire

Depuis 1985, on peut distinguer deux étapes dans les transformations de l'agriculture soviétique : l'étape gorbatchevienne et l'étape post-communiste.

L'étape gorbatchevienne : les promesses d'avenir pour tous

Il serait difficile de parler d'une réforme agraire sous Gorbatchev puisqu'il s'agissait plutôt d'un réaménagement du droit de jouissance des terres agricoles. L'idée principale était la diminution des surfaces agricoles exploitées collectivement au bénéfice des fermiers (baux de location) et des citadins (jardins et potagers).

La campagne de réaménagement foncier comportait trois axes : idéologique (réhabilitation des théoriciens de l'exploitation familiale comme Tchajanov), législatif (nouveau Code foncier) et organisationnel. Cette étape était marquée par l'idée gorbatchevienne de créer un secteur privé parallèle au secteur collectiviste (de même qu'en ville le nouveau secteur coopératif devait fonctionner parallèlement au secteur étatique). C'est l'époque du discours sur le pluralisme de la propriété, accompagné d'affirmations selon lesquelles “les kolkhozes et les sovkhozes n'ont pas encore démontré leur vrai potentiel”.

Ce sont surtout les citadins (souvent ex-ruraux) qui venaient s'installer comme fermiers. Et déjà cette timide apparition de nouvelles formes d'exploitation a provoqué les premières tensions entre la population locale et les “étrangers”, traités par la première de “koulaks” venus s'enrichir sur leur dos.

Les résistances des kolkhozes à céder leurs terres en location ont contraint le pouvoir à élargir administrativement l'espace pour la création des exploitations familiales.

Ainsi, en 1991, à peu près 10 % du domaine foncier ont été aliénés aux kolkhozes et aux sovkhozes pour être

11. Ivan Vasil'ev, “Bumerang”, Pravda, 2.10.1988. Ce néologisme élargit le terme d’“ouvrier partiel” (tchastitchnyi robotnik) appliqué aux travailleurs de l'agriculture collectiviste ne sachant souvent qu'exécuter quelques opérations isolées (T. Zaslavskaya, V. Danilov).

12. Comme les comptables, par exemple - catégorie devenue la plus nombreuse (à peu près 6 comptables par kolkhoze, tandis qu'en 1964 il n'y en avait aucun).

13. Les conducteurs-mécaniciens - “l'aristocratie ouvrière” du kolkhoze - avaient déjà tendance à considérer leur tracteur comme leur bien privé et s'en servaient en conséquence, tous les frais (réparation, essence) étant couverts par le kolkhoze.

distribués aux fermiers par des commissions ad hoc des Soviets locaux. La même logique de coexistence des secteurs collectif et privé inspirait ces mesures et l'existence des kolkhozes-sovkhozes n'était aucunement remise en question par le pouvoir politique.

Cependant, à partir de 1991, quand la création des exploitations privées a pris de l'ampleur, il est devenu clair que l'État n'était pas en mesure de soutenir financièrement et techniquement un secteur privé capable de dynamiser l'agriculture russe et qu'il fallait associer les ressources des kolkhozes et des sovkhozes au processus de transformation structurelle.

L'étape post-communiste : les contradictions de la libéralisation

La chute du pouvoir communiste en août 1991 a levé, au niveau du pouvoir central, les obstacles politiques pour une réforme agraire radicale. Cependant, comme cet événement politique lui-même, le démarrage de la deuxième étape par une série de décrets signés par Eltsine en décembre 1991, a eu un caractère improvisé (et encouragé dans son radicalisme par les recommandations de la Banque mondiale qui a supervisé le programme de libéralisation économique).

Dorénavant, les tensions sociales, liées à la privatisation ("réorganisation" selon le terme officiel puisque même les sovkhozes ne sont plus sur le plan légal "étatiques") et à la libéralisation économique, affecteront l'ensemble de la population rurale.

En 1991, les kolkhozes-sovkhozes ont subi une première vague d'augmentation des prix du matériel agricole et des services : les coûts de production ont augmenté de 1,5 à 2,3 fois dans les cultures et de 1,4 à 1,9 dans l'élevage. Mais la politique des prix d'achat pratiquée cette année-là a permis aux kolkhozes et sovkhozes de maintenir la rentabilité de leur production (14).

La libéralisation des prix en janvier 1992 porta un coup terrible à la situation économique de l'ensemble des kolkhozes-sovkhozes : si les prix d'achat ont augmenté en six mois de 4 à 5 fois, ceux des intrants industriels se sont multipliés de 15 à 20 fois. Ce qui obligea les kolkhozes et les sovkhozes à passer à un mode de fonctionnement "végétatif" : réduction des achats d'équipements et autres matériels agricoles, gel des salaires compensé par une rémunération en nature.

En ce qui concerne la privatisation, le vice-président A. Routskoï, chargé par B. Eltsine en février 1991 de superviser la réalisation de la réforme agraire, s'opposa à la politique radicale du gouvernement qu'il jugeait relever d'un "stalinisme à l'envers".

La législation permet, e.1 gros, trois possibilités de transformation des entreprises collectivisées, sous la

houlette d'une commission de réorganisation dirigée par le président directeur du kolkhoze-sovkhoze (15) :

- *division en exploitations privées familiales* (fermiers) avec une éventuelle association. Il s'agit d'une liquidation de fait, avec partage des capitaux et des terres.

- *transformation en sociétés anonymes* : les actions-parts distribuées parmi les employés de l'ex-kolkhoze (ou sovkhoze) sont le résultat de la division d'un fonds égal à la différence des actifs et des passifs de l'entreprise. Ainsi, chacun peut récupérer la valeur de ses actions (si elles en ont), mais pas les biens. Il s'agit d'innovations d'ordre juridique et statutaire dont le sens échappe, le plus souvent, aux actionnaires de base.

- *maintien de l'ancienne forme d'exploitation* : la pratique montre la prédominance du maintien des formes collectives d'exploitation. Au 1er juillet 1992, 3335 kolkhozes ont été réorganisés : 458 d'entre eux sont devenus des associations de fermiers ; 1367 se sont transformés en sociétés par actions et 1430 ont préféré conserver l'ancien système. Pour les 2993 sovkhozes réorganisés, ces chiffres sont respectivement de 357, 1254 et 1433 (16).

La forme collectiviste reste la plus sécurisante pour une population rurale qui a subi un choc moins économique peut-être ("nous, nous survivrons avec nos lopins, ce sont les citadins qui crieront famine") que psychologique (sentiment d'abandon, d'insécurité, angoisse de l'inconnu).

La deuxième tendance est le démembrement de grandes exploitations collectives en unités plus petites, quand un kolkhoze fonctionne sur la base d'un village. C'est le processus inverse de celui des agrandissements d'autrefois.

Et la troisième tendance encore peu nette est l'apparition d'une nouvelle symbiose entre l'exploitation collective dans certaines branches (en premier lieu les cultures céréalières) et l'exploitation privée sur la base des lopins dans d'autres branches (comme l'élevage).

Quant aux fermiers, l'expérience montre déjà que leurs quelques 133 900 exploitations (au 01.08.92) ne pèsent pas lourd par rapport aux 14 millions et plus de lopins familiaux. D'ailleurs, et c'est la quatrième tendance, les fermiers réduisent leur surface agricole utilisée puisque le risque est minimal si elle ne dépasse celle des lopins traditionnels que de 4 à 5 fois (17).

Ainsi, on peut supposer que c'est plutôt les lopins qui, au fur et à mesure de l'accumulation de capitaux par certaines familles, serviront de base à une lente émergence de vrais producteurs privés, entrepreneurs capitalistes.

14. Seuls 2600 kolkhozes et sovkhozes ont subi des pertes en 1991 (contre 700 en 1990).

15. C'est l'arrêté du gouvernement n° 86 du 29.12.1991 "Sur la réorganisation des kolkhozes et des sovkhozes" qui lance la privatisation dans l'agriculture (voir aussi "Les instructions du Ministère de l'Agriculture à propos de la réorganisation des kolkhozes et des sovkhozes" du 14 janvier 1992). Cependant, le 6 mars 1992, le gouvernement autorise par l'arrêt n° 138 "Sur le déroulement et le développement de la réforme agraire dans la Fédération de la Russie" la possibilité de conserver les anciennes structures des kolkhozes ou des sovkhozes inchangées. Et enfin, par l'arrêté n° 708 du 4.09.1992 le gouvernement de la Russie établit un "Règlement sur la réorganisation des kolkhozes et des sovkhozes et sur la privatisation des entreprises agricoles étatiques", ainsi qu'un autre "Règlement sur la privatisation des entreprises de

transformation des produits agro-alimentaires ainsi que des entreprises des services techniques du secteur agro-alimentaire" (voir "Sel'skaja jizn" du 22 septembre 1992).

16. Ekonomika i jizn', n° 34, 1992, p. 1

17. Telles sont les conclusions d'un laboratoire de l'institut agraire de Moscou qui étudie et supervise l'expérience des fermiers dans le district de Pytalovo dans la région de Pskov. D'après leurs observations, les fermiers reproduisent le même type extensif d'exploitation que celui des kolkhozes-sovkhozes. Après trois ans de fonctionnement, seulement 13 % des fermiers produisent plus de 4 000 litres de lait par vache par an ; 20 % de 3 à 4 000 litres ; 37 % sont au-dessous de 3 000 et 24 % ne produisent même pas 2 000 litres par an. Voir Sel'skaja jizn', 15.09.1992.